



## **Un service de santé des armées pour tous : une nécessité dès aujourd'hui !**

MONTREUIL > 23 AVRIL 2020

**L**e rôle du service de santé des armées (SSA) est défini en quatre activités : les hôpitaux, la formation, la recherche et le ravitaillement. Le SSA a par ailleurs la responsabilité d'assurer la médecine de prévention pour l'ensemble des personnels civils et militaires du ministère.

Comme l'ensemble des services publics de notre pays, le service de santé des armées est victime depuis plusieurs années, de nombreuses restructurations, externalisations et dissolutions.

Dans les années 1990, sont décidées les fermetures des cinq hôpitaux militaires de Lille, Bourges, Dijon, Strasbourg et Toulouse et de cinq établissements du ravitaillement sanitaire. Les premières conséquences sont les pertes de 640 postes de civils, soit 10 % des effectifs. Ces réductions d'effectifs concernant l'ensemble du service et donc les hôpitaux restants ouverts !

Cette politique, déclinée au ministère de la défense n'est autre que la réforme générale hospitalière qui prévoyait 120000 suppressions de lits et 60000 emplois supprimés.

Depuis les années 2000, c'est la même politique qui asphyxie un peu plus chaque année le SSA avec une volonté de réduire et donc d'externaliser les principaux piliers que sont la formation, la recherche et le ravitaillement.

C'est dans le cadre de la loi Touraine de mise en place des groupements hospitaliers de territoires, que le ministre de la défense de l'époque J.-Y. Le Drian, impose la fermeture de l'hôpital du Val-de-Grâce ! Nous sommes en 2016 !

Au-delà de l'urgence sanitaire qui conduit à des propositions de bon sens pour y faire face, en privilégiant des infrastructures déjà existantes plutôt que de devoir construire un hôpital de campagne militaire, nous demandons que la réouverture du Val-de-Grâce soit pérenne. En effet, en temps ordinaire, l'offre hospitalière est déjà insuffisante en Île-de-France, région dont la population est en croissance. La politique, menée depuis 40 ans, de fermeture de lits, de services, d'hôpitaux et de casse de l'emploi hospitalier, a provoqué la profonde crise actuelle avec ces milliers de morts. La suppression des stocks de matériel dédié au plan blanc (masques, respirateurs, médicaments) empêche de répondre à l'urgence sanitaire. Il faut donc sortir de la logique comptable et se préparer à faire face non seulement à l'afflux ordinaire de malades et d'accidentés, mais aussi aux nécessités liées aux futurs événements exceptionnels.

**EXIGEONS LA RÉOUVERTURE DU VAL-DE-GRÂCE !  
NON À LA FERMETURE DE ROBERT PICQUÉ !**

Le Haut comité d'évaluation de la condition militaire dans ses deux rapports de novembre 2018,



expliquait, après analyse de la situation que : « *la sauvegarde des capacités du service de santé des armées et même leur renforcement sont une nécessité* ». En effet, le SSA est aujourd'hui un « *malade aux services des malades* ».

Le SSA c'est à présent 14500 femmes et hommes, contre 16000 dix ans plus tôt. Comme ils l'ont fait après les attentats terroristes du 13 novembre 2015 qui ont endeuillé notre pays, ces personnels assurent aujourd'hui leurs activités et missions avec courage et dévouement pour faire face à la plus grande crise sanitaire que notre nation n'ait connue depuis plusieurs décennies. Quand nous serons venus à bout de ce drame national et mondial, les lettres de félicitations ne suffiront pas à satisfaire les besoins!

La première mesure doit être constituée par l'arrêt des restructurations en cours et en particulier l'abandon immédiat de la fermeture programmée pour 2021 de l'hôpital militaire Robert Picqué de Bordeaux. Le maintien de Robert Picqué serait un acte fort de notre gouvernement pour montrer que « rien ne doit plus être comme avant ».

Le moment est venu de transformer ces paroles en actes concrets!

## **ROBERT PICQUÉ NE DOIT PAS FERMER !**

Le service de santé des armées vient encore une fois de démontrer son utilité dans la carte sanitaire de notre pays.

Qu'il s'agisse des hôpitaux civils ou militaires, ils ont toute leur place dans le maillage territorial de santé. Mais pour cela, il faut des moyens humains et financiers indispensables pour un service de soin au service de toutes et tous.

Pour la CGT, il n'est plus acceptable de regarder la rentabilité de nos hôpitaux et de notre service public de santé, il faut reconnaître simplement qu'ils sont indispensables!

## **Pour ce faire, la CGT revendique:**

- ✓ L'abrogation de la loi HPST;
- ✓ L'embauche massive de personnels aux statuts et dans toutes les catégories, y compris des médecins de prévention;
- ✓ L'arrêt de la précarité;
- ✓ L'arrêt des restructurations, la réouverture du Val-de-Grâce et la non-fermeture de l'hôpital d'instruction des armées de Bordeaux, Robert Picqué;
- ✓ L'augmentation des salaires par la revalorisation immédiate et significative de la valeur du point d'indice.

